



ÉCONOMIE NIVEAU SUPÉRIEUR ÉPREUVE 3

Mardi 9 mai 2006 (matin)

2 heures

INSTRUCTIONS DESTINÉES AUX CANDIDATS

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à trois questions.
- Utilisez des diagrammes correctement légendés et des exemples réels, le cas échéant.

2206-5118 11 pages

Répondez à trois questions. Chaque question vaut [20 points].

1. Étudiez l'extrait ci-dessous et répondez à toutes les parties de la question qui le suivent.

Les compagnies pharmaceutiques donnent de l'espoir aux malades du SIDA/VIH

- « L'industrie pharmaceutique estime que le coût moyen pour développer un nouveau médicament s'élève environ à 800 millions de dollars US. Si ce n'était le système de brevet qui récompense les sociétés qui risquent des millions dans la recherche, les médicaments anti-SIDA/VIH n'existeraient pas », déclarait le directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Mike Moore.
- 95 % des personnes atteintes dans le monde par le virus du SIDA/VIH vivent dans des pays pauvres, sans pratiquement avoir accès au traitement permettant de prolonger leur vie en raison de barrières comme le coût élevé des médicaments.
- Un système de différenciation des prix pourrait apporter une solution au coût élevé des médicaments en faisant moins payer les pays pauvres que les pays riches. Cette forme légale de **discrimination des prix** est déjà en place pour les vaccins et les contraceptifs qui ne coûtent pas plus de 1 % du prix payé par les États-Unis. Les principales compagnies pharmaceutiques ont promis récemment de réduire leur prix à prix coûtant pour l'Afrique. L'objectif est de diminuer le prix des soins pour le SIDA/VIH d'au moins 95 %.
- Les grandes **firmes multinationales** (FMN) n'ont pas d'objection, en théorie, à différencier les prix de leurs produits pharmaceutiques. En revanche, elles veulent toujours la protection des brevets et des garanties pour empêcher le retour de médicaments à bas prix dans les pays développés.
- Tout retard peut engendrer un véritable désastre quand il s'agit du SIDA/VIH. Une étude récente prévoit un effondrement économique en Afrique du Sud d'ici trois générations, car le nombre de salariés diminue de manière dramatique et les parents meurent avant de pouvoir enseigner à leurs enfants les principes élémentaires leur permettant de vivre. Heureusement, la semaine dernière le risque qu'un tel problème se produise a été réduit quand le gouvernement d'Afrique du Sud a annoncé plan sérieux, bien fondé et à long terme pour traiter tous ses citoyens malades avec des médicaments contre le SIDA/VIH. Si ce plan est entièrement exécuté, les parents séropositifs devraient pouvoir survivre suffisamment longtemps pour mener à bien la scolarité de leurs enfants, et l'Afrique du Sud devrait pouvoir éviter le pire.

[Source: adapté de: Lancet le 7 avril 2001, numéro 9262 et *Time* le 2 février 2004 Vol 163 numéro 5, *Science* le 17 mars 2000, Vol 287, numéro 5460, Lancet le 7 avril 2001, Vol 357, numéro 9262, *The Economist* le 29 novembre 2003 page 11, *Time* le 2 février 2004, Vol 163, numéro 5, page 44]

(Suite de la question 1)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) discrimination des prix (paragraphe 3)

[2 points]

(ii) firmes multinationales (paragraphe 4).

[2 points]

(b) Expliquez, à l'aide du texte et de vos connaissances en économie, quelles sont les conditions nécessaires pour que les compagnies pharmaceutiques emploient avec succès « un système de différenciation des prix » (paragraphe 3).

[4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme représentant la courbe des possibilités de production, expliquez l'impact sur la croissance économique de tout retard dans la mise en œuvre d'un traitement de l'épidémie du SIDA/VIH dans les pays comme l'Afrique du Sud.

[4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez le rôle d'une firme multinationale dans le développement économique d'un pays moins développé.

[8 points]

L'inflation à Singapour grimpe lentement

- Pour la première fois en cinq mois, les prix ont augmenté à Singapour, ce qui permet d'espérer que l'île pourrait éviter le risque d'une déflation. Selon le Service des statistiques de Singapour, les hausses du coût des produits alimentaires, des vêtements et de l'immobilier a entraîné une augmentation de l'indice des prix à la consommation de 0,2 % en novembre, la première hausse depuis le mois de juin.
- Les économistes ont anticipé d'autres baisses du taux d'inflation et sont encore convaincus qu'en raison du manque de confiance des consommateurs l'augmentation inflationniste actuelle ne durera pas longtemps. La hausse de l'inflation est bien accueillie car, la semaine dernière, le gouvernement de Singapour a prévenu qu'au vu de l'état de l'économie mondiale la croissance économique de Singapour resterait faible entre 2,0 et 2,5 %, et que le **taux de chômage** continuerait à progresser.
- Bien que ces hausses de prix puissent ne pas sembler bonnes pour les consommateurs, la faible croissance économique a fait craindre une déflation aux décideurs politiques. Il y a déjà une capacité de production excédentaire dans l'économie de Singapour, qui dépend des échanges extérieurs. L'état décevant de l'économie américaine aux États-Unis poussera de nouveau Singapour dans la phase de récession du cycle conjoncturel/économique, notamment étant donné que les échanges ont reculé de 30 % par rapport à l'année dernière.
- À Singapour, les consommateurs sensibles aux prix ont permis de garder une inflation faible. Cela fait craindre que Singapour suive le Japon dans une spirale déflationniste et de récession alors que les prix continuent à baisser et que les entreprises estiment que les conditions ne sont pas favorables à l'investissement.
- Le gouvernement de Singapour prévoit d'augmenter la taxe de consommation (impôt indirect) de 3 % à 5 % à la fin de l'année, mais même cela n'a pas réussi à relancer les dépenses de consommation avant la mise en œuvre de cette taxe.

Année	Taux de croissance économi-	Taux d'inflation	Taux de chômage
	que (%)	(%)	(%)
2000	10,1	1,3	3,1
2001	-5,6	1,0	3,3
2002	2,8	-0,4	4,4
2003 (estimation)	2,3	0,5	4,7

[Source : adapté de *BBC News* http://news.bbc.co.uk/1/hi/business/2600313/stm, le 31 décembre 2003 et données de Singstat et de la Reserve Bank of Australia]

(Suite de la question 2)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) taux de chômage (paragraphe 2)

(ii) cycle conjoncturel/économique (paragraphe 3). [2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment un gouvernement pourrait tenter de réduire un écart déflationniste.

[4 points]

[2 points]

(c) Expliquez pourquoi la déflation (un mouvement à la baisse du niveau moyen des prix) crée des conditions « pas favorables » à l'investissement pour les entreprises (paragraphe 4).

[4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez dans quelle mesure le chômage représenterait toujours un problème si on permettait à l'inflation d'augmenter.

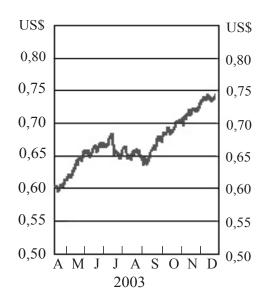
[8 points]

Baisse des ventes au détail

Diagramme 1 – Taux d'intérêt directeurs de l'Australie

% 6 6 5 5 4 4 3 3 2 A M J J A S O N D 2003

Diagramme 2 – Valeur du dollar australien (\$A)



[Source: RBA Reuters]

Texte 1:

Les **taux d'intérêt** australiens demeurent inchangés après la réunion de février 2004 de la *Reserve Bank* (Banque centrale d'Australie). Auparavant, la Banque centrale d'Australie avait augmenté les taux d'intérêt directeurs de 0,25 % en novembre, et de nouveau en décembre 2003.

Texte 2:

En Australie, les ventes au détail ont baissé en décembre 2003. Il s'agissait du premier résultat négatif depuis décembre 2002, qui s'est traduit par un déclin de 2,1 % des ventes au détail. Les exportateurs, n'ayant plus la possibilité de devenir compétitifs, ont encouragé la Banque centrale d'Australie à considérer l'impact d'un dollar australien élevé sur leurs ventes.

Texte 3:

La Banque centrale d'Australie a exprimé une certaine inquiétude par rapport aux risques d'inflation à l'avenir. L'inflation dans le secteur de l'économie des biens non échangés avec l'extérieur demeure relativement élevée, à plus de 4 %, traduisant la vigueur générale de l'économie intérieure, une demande forte dans le secteur immobilier et des pressions sur les coûts toujours présentes dans certaines industries de services. Parallèlement, le taux d'inflation en général est maintenu à la baisse par l'impact de l'**appréciation du taux de change**, avec des prix pour les biens échangeables dans l'Indice des prix à la consommation (IPC) qui reculent légèrement ces derniers trimestres.

[Source : adapté de *The Australian* le 6 février 2004, *Sydney Morning Herald* le 2 février 2004 et SMH le 4 février 2004 et RBA Statement on Monetary Policy le 5 février 2004]

(Suite de la question 3)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) taux d'intérêt (Texte 1) [2 points]

(ii) appréciation du taux de change (Texte 3). [2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment une augmentation des taux d'intérêt pourrait avoir entraîné le déclin des ventes au détail. [4 points]

(c) En vous reportant aux diagrammes, expliquez la relation entre le niveau des taux d'intérêt en Australie (Diagramme 1) et la valeur du dollar australien (Diagramme 2). [4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez comment les taux d'intérêt peuvent servir à contrôler l'inflation.

[8 points]

Protéger les éleveurs de crevettes

- Les États-Unis ont engagé des pourparlers avec la Thaïlande au sujet d'une zone de libreéchange.
- La Commission du commerce international américaine (ITC) a déclaré qu'il était prouvé que la Thaïlande et cinq autres pays asiatiques vendaient des crevettes en dessous du prix de marché et a mis en garde contre la possibilité de l'instauration de tarifs douaniers. Cela risque de compliquer les pourparlers sur le libre-échange qui devraient commencer prochainement.
- L'Alliance des crevettes du Sud, qui représente des milliers de ramasseurs de crevettes aux États-Unis, a exigé la mise en place de tarifs douaniers. L'Alliance cherche à augmenter les tarifs de 349 % sur les crevettes importées. Les personnes qui critiquent cette mesure déclarent que cela ne sera pas d'un grand avantage pour les ramasseurs de crevettes américains qui s'en sortent difficilement, tout en rendant la vie très difficile pour les petits éleveurs de crevettes dans ces pays asiatiques.
- La Thaïlande et les autres principaux exportateurs de crevettes aux États-Unis insistent sur le fait qu'il n'y a pas de dumping. Ils affirment que les coûts de la main-d'œuvre sont plus faibles et qu'ils sont plus **efficaces en matière de productivité** car ils élèvent les crevettes dans des bassins plutôt que de les pêcher dans l'océan comme les Américains.
- Si un règlement **anti-dumping** est mis en place, on estime que les 35 000 éleveurs de crevettes en Thaïlande devront réduire leur production de 20 30 % et des centaines de petits producteurs et de producteurs d'aliments iront à la faillite.

Tableau 1					
Augmentation des ventes des principaux pays exportateurs de crevettes de l'Asie vers les États-Unis					
	2002 (en milliers de \$)	2003 (en milliers de \$)	% Variation		
Thaïlande	399,9	445,3	11,3		
Vietnam	282,9	394,4	39,4		
Inde	293,4	327,7	11,7		
Chine	131,6	245,3	86,4		
Indonésie	118,0	141,1	19,5		
Total des importations aux États-Unis	2075,5	2460,9	18,6		

(Suite de la question 4)

Tableau 2	ableau 2 Coût horaire de la main-d'œuvre			
	Crevettes (US\$)	Chemises (US\$)		
Thaïlande	0,50	2,00		
États-Unis	17,00	26,00		

[Source : adapté de *Free Trade runs into Protectionism*, Murray Heibert et Shawn W Crispin *The Far Eastern Economic Review* le 4 mars 2004]

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
 - (i) efficaces en matière de productivité (paragraphe 4) [2 points]
 - (ii) anti-dumping (paragraphe **⑤**). [2 points]
- (b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez pourquoi il est important de posséder des connaissances sur l'avantage comparatif pour un pays en voie de développement.

[4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment des connaissances sur l'élasticité-revenu de la demande sont utiles pour les exportateurs d'un pays moins développé comme la Thaïlande.

[4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez les coûts et les avantages pour un pays d'adhérer à une zone de libre-échange.

[8 points]

Les programmes secrets de l'UE visent les marchés des pays en voie de développement

- L'Union européenne (UE) a préparé des programmes secrets visant à ouvrir les marchés du secteur des services dans les pays les plus pauvres du monde en échange de la réduction de ses subventions agricoles.
- Les exigences de l'Union européenne permettraient aux entreprises européennes d'être rémunérées pour fournir de l'eau à quelque 1,2 milliard de gens qui vivent avec moins d'un dollar par jour. L'eau a toujours été considérée comme un bien libre, mais cette idée est en train de changer. Cela rapporterait d'énormes gains aux banques européennes, ainsi qu'aux sociétés de télécommunications et de services aux entreprises.
- Il y a une pression intense exercée sur l'Union européenne pour qu'elle retire les subventions à l'exportation qui font baisser les prix des produits alimentaires à l'échelle globale et appauvrissent les agriculteurs dans les pays en voie de développement. La réforme de la politique agricole de l'Europe est une priorité pour les pays en voie de développement.
- Les partisans des pays en développement déclarent que les propositions de l'UE ne sont pas en faveur du développement et n'encouragent pas non plus le **développement durable**. De nombreux pays pauvres seraient liés par des engagements injustes et irréversibles s'ils acceptaient les exigences de l'Europe. Si ces décisions économiques tournaient mal, les pays en voie de développement pourraient en subir les conséquences pendant des générations à venir. Une démarche plus efficace serait d'encourager la croissance par exportation.
- Bien que la privatisation de l'eau engendrerait une augmentation de son prix pour le consommateur, l'avantage serait d'avoir de l'eau propre et filtrée, permettant à la population d'être en meilleure santé et de vivre plus longtemps, agissant ainsi comme un effet externe positif. En revanche, l'inconvénient serait le coût de la privatisation, un possible bouleversement social et économique, et des facteurs institutionnels et politiques qui agiraient comme des obstacles considérables à la croissance et au développement économiques.
- Parmi ses exigences, l'UE souhaite que la Bolivie laisse rentrer plus de compagnies d'eau étrangères, bien que récemment une firme multinationale ait augmenté ses prix de 200 % dans une ville. L'UE envisage également des projets semblables à Panama où un programme de privatisation de l'eau fut abandonné en 1998 suite à des révoltes et à des manifestations.

[Source : adapté de Gary Duncan, The Times le 26 juin 2003]

(Suite de la question 5)

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
 - (i) bien libre (paragraphe 2)

[2 points]

(ii) développement durable (paragraphe 4).

[2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez pourquoi l'élasticité-prix de la demande en eau serait inélastique.

[4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment disposer d'une eau saine peut améliorer les conditions de vie dans des pays moins développés.

[4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez les externalités à considérer pour déterminer si l'eau devrait être fournie et vendue par le secteur privé.

[8 points]